



Montreuil, le 11/12/2024

CSAR Décembre 2024 : encore un rendez-vous manqué !

En décembre 2024, nous pouvions nous dire qu'à la suite des élections législatives du mois de juillet, où le NFP est arrivé en tête, nous aurions pu espérer un CSAR emploi avec une fiche augmentant le nombre des postes que ce soit sur le contrôle fiscal (comme annoncé par l'éphémère ministre Gabriel Attal) ou d'autres services. Dans un rapport présenté le 21 novembre dernier, des députés du NFP recommandent 17 mesures pour lutter contre la fraude fiscale et font le constat d'une administration et législation fiscales « trop affaiblies depuis des années » avec 1/4 des effectifs supprimés depuis 2008.

Malheureusement, entre-temps, nous avons eu un beau déni de démocratie et le gouvernement mis en place jusqu'à la censure de la semaine dernière n'appliquait pas vraiment un programme de renforcement des services publics, tel que l'ont pourtant demandé une majorité de citoyen.es .

Le 4 décembre, le gouvernement est tombé !

Et le 5 décembre un quart des agents et agentes de la DGFIP étaient en grève.

Et **le 11 décembre**, la direction générale des Finances Publiques **maintient** la tenue d'un **CSAR** avec à l'ordre du jour le **budget de la DGFIP** et les **suppressions d'emplois** ?!

En l'absence d'un budget voté (ou adopté sans vote), il nous semble que la Direction Générale s'arroge des pouvoirs dont seule dispose la représentation populaire !

Habituellement la CGT Finances Publiques ne se rend pas à ce CSAR qui valide des destructions d'emplois publics.

50000 emplois de 2002 à 2024, c'est plus que ce que devraient supporter des personnels.

Hors de question de venir discuter sur les dos de la souffrance des agent.es et de l'abandon des missions.

Et cette année, quelle discussion serait possible sur une fiche budget de la DGFIP ou une fiche suppressions d'emplois puisque la censure a eu raison du gouvernement ... l'ajournement du dialogue social semble la seule actualité à l'ordre du jour.

En effet, pourquoi maintenir à l'ordre du jour 2 sujets qui n'ont de sens que si la loi de finances 2025 avait été votée et que nous ne savons pas quelles orientations seront prises par le prochain gouvernement.

Et pour en rajouter reporter le CSAR un jour de Commission Exécutive Nationale de la CGT Finances Publiques, instance de notre syndicat, c'est sûrement que **la CGT Finances Publiques n'était pas la bienvenue !** Mais le pari pourrait être lancé, lorsque la CSAR emploi prévoira un solde positif ... un vrai solde positif, peut être irons nous !

La CGT Finances Publiques est d'accord pour discuter emplois et budget mais seulement pour du plus pour les agents et agentes.

Pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques ne se rendra pas au CSAR du 11 décembre 2024.

